



PARCOURS DE VIE D'UN CHERCHEUR EN ÉCONOMIE

*Pierre SALAMA **

Les thèmes de recherche de Pierre SALAMA sont centrés sur le développement des économies semi-industrialisées. L'approche est comparative. P. SALAMA a étudié d'un point de vue théorique l'État en Amérique latine, cherchant à en expliquer les particularités. Puis il a travaillé sur l'économie de la drogue dans les économies émergentes et les causes de la violence en Amérique latine. Enfin ses travaux portent aussi sur les effets de l'essor de la finance sur la croissance, la distribution des revenus et la pauvreté, à partir d'une analyse comparative non seulement entre économies latino-américaines mais surtout entre celles-ci et les principales économies asiatiques. Son dernier ouvrage paru est intitulé Le défi des inégalités, une comparaison économique Amérique latine/Asie (2007).

Mots clés : Pauvreté, richesse, inégalités, tendance à la stagnation économique, drogue, violence.

J'ai eu la chance, et même une chance extraordinaire, de vivre un moment exceptionnel, celui des luttes anti-impérialistes contre les guerres en Algérie d'abord, et au Vietnam ensuite. J'étais d'autant plus sensibilisé à ces luttes que, né en Égypte, dans une famille ensuite dispersée dans le monde, j'avais des tantes qui avaient émigré en Amérique latine, un des endroits où semblait renaître l'espoir de changer le monde et les hommes.

La seconde chance est d'avoir eu un maître à penser : Celso FURTADO. Il a été mon professeur pendant deux ans. J'ai été son assistant durant un an. C'était quelqu'un de très grand, quelqu'un qui m'a profondément influencé. Il est décédé depuis peu et je tiens à lui rendre hommage. En France, dans les années

* Professeur agrégé des universités, économiste, université de Paris 13.

L'auteur tient à rappeler que ce texte est la transcription d'une intervention orale, ce qui en explique le style particulier.

1960, les professeurs d'économie « spécialisés » sur le développement avaient peu connaissance de ce qui se passait, ou s'était passé, en Asie, en Égypte, en Inde et moins encore en Amérique latine. L'arrivée de C. FURTADO en France les a pour le moins dérangés dans leurs certitudes et jouait comme effet de miroir de leur incompétence. C. FURTADO, ministre brésilien expulsé de son pays par un coup d'État, formé à l'école de Cambridge, tenait un discours tout autre en 1966, un discours qui donnait matière à réflexion. Cette seconde chance m'a mobilisé sur le développement. J'ai eu aussi la chance d'entretenir des relations avec des hommes et des femmes ici, en France, lieu de leur exil, de discuter avec eux ; c'étaient des gens qui pensaient le développement de manière totalement différente de celle qui prédominait en France. Et ils ne pensaient pas simplement « les armes à la main », mais aussi avec leur tête. C'est ce mélange du refus de l'ignorance et de la connaissance de l'adversaire qui leur donnait un éclairage très lucide, savant et militant. J'ai connu, côtoyé, aidé parfois ces réfugiés politiques, ce qui n'était pas toujours facile. J'ai travaillé avec eux à la préparation de débats. Je faisais des conférences à l'Institut de développement économique et social (IEDES), conférences qui intéressaient énormément les étudiants latino-américains, pas seulement brésiliens, et des réfugiés politiques.

La période, connaître C. FURTADO et le monde des réfugiés politiques a été pour moi très important, m'a formé en profondeur, mais ce n'est pas cela qui m'a fait découvrir la politique. Adolescent, j'avais commencé à faire de la politique (chez les Jeunesses communistes quelque temps, contre l'arrivée de DE GAULLE en 1958), puis j'ai continué en étant jeune étudiant (au sein de l'Union des étudiants communistes jusqu'à la fin de la guerre d'Algérie, puis par du syndicalisme à la faculté de droit, ce qui n'était pas facile dans un contexte d'héritiers de l'OAS ¹). Ce qui était étonnant, et continue à m'étonner, c'est que, dans le « feuilleton » de 1968, en tant que militant de la Ligue ², j'avais l'énergie nécessaire pour faire de la politique de manière intensive et pour mener en même temps un travail théorique de manière professionnelle.

I – PREMIERS PAS...

1 – Premières chances

C'est aussi une chance d'avoir été l'un des premiers en France à travailler sur des théories marxistes et cambridgiennes. Karl MARX et Joan ROBINSON (1966) étaient deux auteurs très peu lus à l'époque. Il faut bien comprendre qu'au début des années 1970 nombreux étaient ceux qui connaissaient MARX à travers les travaux d'ALTHUSSER et non à partir de la lecture du Capital, ce qui n'était pas mon cas. Donc, MARX ajouté à CAMBRIDGE et à FURTADO, plus la connaissance factuelle que j'avais de l'Amérique latine tant par mes lectures que par mes discussions avec les réfugiés latino-américains, bref ce « mélange » m'a permis d'aller en avant

1 - Organisation de l'Armée Secrète.

2 - Ligue communiste révolutionnaire (LCR), organisation trotskiste appartenant à la IV^e internationale.

très vite. Il m'a permis surtout d'aller directement vers ce qui me semblait le plus intéressant, et de comprendre ce qu'étaient les mouvements sociaux, leur importance, leur rôle que les économistes oubliaient trop souvent, bref d'avoir un fil à plomb et d'aller directement au but, d'éviter les mille et un détours que connaît tout chercheur en général dans son investigation et, ainsi, de soutenir, en 1971, une thèse sur le développement qui reste encore, c'est mon sentiment, une œuvre majeure, immédiatement traduite en italien, en espagnol, en portugais, puis plus tard dans d'autres langues. Cette thèse a connu un succès conséquent en France et en Amérique latine et cela m'a lancé. Alors que je n'avais jamais été en Amérique latine, certains me demandaient comment j'avais pu écrire cela, et moi je répondais simplement que j'apprenais des latino-américains (des exilés dont C. FURTADO) et que le contexte global de l'époque et ma sensibilité militante me permettaient de comprendre les mouvements sociaux en Amérique latine sans lesquels il me semblait difficile d'appréhender les mécanismes économiques, ce que d'ailleurs je continue à penser. La politique, ou plus exactement la perception politique de l'Amérique latine, a été une chance, une chance que ne connaissent pas aujourd'hui de nombreux chercheurs avec la relativisation des utopies mobilisatrices.

J'ai bénéficié également du fait de ne pas être latino-américain et de pouvoir porter ainsi un regard de l'extérieur. Quand vous discutiez avec un brésilien, à l'époque, le sous-développement était vu, perçu au travers de lunettes brésiliennes et puis, quand vous creusiez un peu plus, vous vous aperceviez que les références étaient celles d'un État du Brésil, et – exagérons un peu –, quand vous creusiez encore un peu plus vous vous aperceviez que ses références étaient plus précisément celles de la ville où il avait habité. Cela m'a permis de comprendre ce qu'on appelait à l'époque « la technique de l'entonnoir » (on commence par le tout, puis celui-ci se rétrécit de plus en plus, mais ce tout est en fait la représentation-généralisation du point le plus étroit de l'entonnoir). Les latino-américains avaient en général une superbe ignorance de ce qui se passait dans un autre pays que le leur, et ce que je dis pour les brésiliens est aussi valable pour les mexicains pour qui l'Amérique latine était le Mexique, voire Mexico. Je veux dire par là, qu'à l'époque, les latino-américains ne se connaissaient pas du tout entre eux, ils ne connaissaient que leur propre expérience. Je connaissais les problèmes de leurs pays moins bien qu'eux, mais je connaissais plus ou moins bien les parcours économiques, sociaux et politiques de plusieurs pays et je pouvais ainsi chercher à comprendre ce qu'ils avaient de commun et ce qui les différençait. Cela donnait un éclairage différent et me permettait de comprendre plusieurs aspects qu'eux-mêmes avaient du mal à saisir. C'est ce qui peut expliquer *grosso modo* le succès de mon livre et celui des conférences que je donnais à l'IEDES. Les expériences comparées, tant en ce qui concerne la substitution des importations, le populisme, les limites de l'accumulation, l'arrivée de dictatures militaro-policières éclairaient certains aspects particuliers de leur propre expérience et leur donnaient du sens. C'est là que j'ai appris la force de l'analyse comparative, que par la suite j'ai continué à pratiquer. « Comparaison n'est pas raison » bien sûr, mais elle donne de l'imagination aux chercheurs. Peut-être est-ce une des choses les plus importantes que j'ai apprises durant cette époque extrêmement dense.

Au tout début des années 1970, Jean Luc DALEMAGNE, Jacques VALIER et moi-même avons proposé à François MASPERO de publier une revue. Nous étions, pour l'anecdote, dans un port breton ; nous buvions, mangions des sardines et nous nous posions la question de publier nos thèses, de fonder une nouvelle revue, un peu comme une provocation, persuadés que nous avions des « choses à dire », des modes de pensée à bousculer. Nous sommes arrivés chez F. MASPERO, et celui-ci, très calme, tenait un élastique entre deux doigts avec lequel il jouait. Nous ne savions pas quoi penser, n'arrivions pas à nous décider, puis nous avons dit que nous voulions publier une revue et F. MASPERO nous a dit oui, d'accord, on sort le premier numéro. Et le premier numéro de *Critique de l'Économie politique*, sur l'inflation, a été tout de suite un succès. On a fait deux tirages, soit 7 500 exemplaires et on l'a republié ensuite dans la Petite Collection MASPERO à 10 000 exemplaires. Les premiers numéros reprenaient des thèmes développés dans nos thèses respectives. Cette revue, nous l'avions voulue à la fois indépendante et liée à la Ligue, ce qui était peut-être une erreur. Au début, elle eut un très grand succès car les gens avaient soif de connaissances, le contexte politique aidant, et les revues traditionnelles ne répondaient pas à leurs attentes. C'est ce genre de revue qu'aujourd'hui vous ne vendriez qu'à 200 ou 300 exemplaires hors abonnements, alors qu'à l'époque la revue se vendait à 5 000 exemplaires. Il y eut même des numéros qui furent épuisés et réédités en livre de poche. Dans la foulée, nous avons publié, J. VALIER et moi, une *Introduction à l'économie politique* qui s'est vendue en français à 70 000 exemplaires (1973), en espagnol à plus de 40 000 exemplaires et a été traduite en onze langues en l'espace de quelques années. Les gens cherchaient alors à comprendre ce qui pouvait se passer « à droite et à gauche ». Voilà à peu près le contexte de l'époque, qui était porteur de chance pour moi et pour d'autres personnes de ma génération. Cela nous a donné une approche différente de l'économie.

2 – L'apprentissage de la pluridisciplinarité

Au début de mes études, j'étais dans une classe préparant aux concours des écoles d'ingénieurs, mais j'étais en fait attiré par l'économie parce que c'était, pour moi, la manière de comprendre la politique. J'ai donc « quitté » les mathématiques pour me retrouver en économie et lire de la philosophie. Les gens de ma génération pouvaient discuter avec des sociologues, des anthropologues, s'enrichir de leurs recherches et de leurs apports en même temps qu'on les aidait. Les approches étaient pluridisciplinaires. Cependant celles-ci sont extrêmement difficiles à pratiquer, il faut maîtriser les disciplines, sinon on verse dans la médiocrité. Et l'une des raisons pour lesquelles la pluridisciplinarité perd de son importance aujourd'hui, est rejetée, c'est très souvent qu'elle a donné naissance à de la médiocrité. Un chercheur qui ne maîtrise ni l'économie, ni la sociologie, ni l'anthropologie produit souvent quelque chose de très médiocre. Pour dix travaux pluridisciplinaires, c'est vrai, huit sont de qualité médiocre parce que les gens ne maîtrisent pas leur propre discipline. La pluridisciplinarité est essentielle mais difficile à pratiquer.

Voilà donc mes premiers pas. Ensuite, j'ai cessé de militer au sens strict du terme et je me suis investi à fond sur l'Amérique Latine. C'était au début des années 1980. J'allais de plus en plus souvent en Amérique latine : au Brésil, au

Mexique, en Argentine, et parfois en Colombie. J'ai commencé à participer à des enquêtes de terrain. Je ressentais de plus en plus la nécessité d'être sur le terrain avec des géographes, des sociologues, et c'est le fait de connaître des gens sur le terrain, d'avoir participé à des enquêtes avec eux, parfois en équipe, qui m'a permis de comprendre en profondeur ce que je voyais. Je m'alimentais de leurs travaux, dans une certaine mesure, ils me donnaient des idées ; je voyais des choses que je n'aurais pas pu voir sans leurs explications, ce qui me permettait de comprendre des problèmes que je posais ensuite d'un point de vue macroéconomique et global. Je suis toujours resté macroéconomiste mais, pour comprendre la macro, j'avais besoin de cette fameuse micro ; sans elle, la macroéconomie n'a pour moi strictement aucun sens. C'est de cette manière que j'arrive à résoudre, certes avec beaucoup de difficultés, ce que les économistes appellent souvent le problème du « *no bridge* ». Je ne le résous pas scientifiquement, car cela passe par une analyse de la logique interne des théories, je le résous dans la pratique à partir des intuitions que ces approches par le terrain peuvent me donner, au contact essentiellement des géographes et des sociologues.

3 – Intermède africain

J'ai découvert l'Afrique avec le Gabon, où j'avais été envoyé à la suite de ma nomination comme professeur des universités. Au Gabon j'étais dans un autre monde. J'avais quelques amis qui m'avaient indiqué quelques bons auteurs à lire, mais j'étais dans un autre monde, c'était autre chose, c'était très différent. Je connaissais le sous-développement industrialisé et j'étais en présence de ce qu'on appelle l'ancien modèle d'insertion dans l'économie mondiale, fondé sur la promotion des exportations, c'est-à-dire l'exportation de produits primaires. Très peu peuplé le Gabon était et reste un cas typique : plus riche en matières premières que la plupart des autres pays africains, il exportait du pétrole, du bois, du manganèse.

Mon installation au Gabon n'a pas été facile. En effet après mon succès au concours d'agrégation et ma nomination, j'avais fait l'objet d'une enquête des services de police français et une interdiction de séjour au Gabon avait été décidée, à cause probablement de mon activité politique en faveur des latino-américains. Les syndicats du ministère de la Coopération, pensant que j'étais volontaire pour aller là-bas, se sont saisis de « l'affaire », se sont mobilisés contre cette décision scandaleuse et, comme nous étions à la veille des élections nationales, fin 1977, et que l'on pensait que la gauche allait gagner, le ministère a reculé, a signé de nouveaux décrets et je me suis retrouvé de nouveau nommé à Libreville. Je n'ai donc pas été bien accueilli à l'Université, aussi bien de la part des quelques français, qui apparemment craignaient pour leur situation, que des quelques gabonais qui avaient déjà connu les prisons de Omar BONGO et redoutaient que ma présence leur occasionne des problèmes, ou préféraient ne pas me fréquenter. Fuyant alors cette atmosphère et ne trouvant guère d'intérêt à rester tous les jours à Libreville, je suis souvent allé en brousse avec quelques expatriés, pour la plupart « marginaux », ce qui était beaucoup plus enrichissant que de rester dans la capitale. Il m'a fallu faire un effort gigantesque en anthropologie pour comprendre comment fonctionnait cette société. On me disait là-bas que ce n'était pas l'Afrique. Ce n'était pas facile de comprendre ce qui se passait au

Gabon, la différence avec les pays latino-américains étant très grande. J'avais beau avoir « mon Georges BALANDIER » en poche, j'avais beaucoup de difficultés à comprendre les mécanismes intimes de fonctionnement de ces sociétés. En Amérique latine, connaissant le portugais et l'espagnol, je pouvais comprendre le « bruit de la rue » et le traduire en termes économiques et sociaux, ce qui était quasiment impossible au Gabon. J'ai compris alors que je « n'étais pas fait pour l'Afrique » et je suis retourné dans mon Amérique latine, dans un autre Tiers Monde.

« Mon » Tiers Monde était très différent de l'Afrique, mais ce fut quand même une expérience extrêmement riche. Cependant pour partir sans perdre mon poste, il fallait que je sois réformé et rapatrié par les militaires français. Je suis allé les voir, me plaignant de mille et un maux, en me disant qu'au bout d'un an mon dossier serait suffisamment épais pour qu'ils me réforment. Au bout de vingt minutes, ils ont proposé de me rapatrier pour syndrome d'inaptitude au milieu, autrement dit pour folie. Cela satisfaisait tout le monde : eux qui n'avaient pas pu m'interdire de séjour, moi qui retournais en France dans mon université de rattachement, Lille. Mais une telle décision pouvait s'avérer périlleuse et conduire à une interdiction d'enseigner. Aussi, de retour en France, j'ai obtenu d'amis psychanalystes un certificat précisant que j'avais un syndrome d'inaptitude au milieu... gabonais, ce qui m'a permis d'enseigner à Lille.

4 – Retour vers mes terrains de prédilection

Aller de Paris à Lille chaque semaine, être un parisien à Lille, c'est aussi découvrir la province. Et voyager en Amérique latine sous le soleil et la luminosité brésiliens, puis me retrouver parfois le lendemain matin avec la petite pluie du Nord produit d'étranges décalages, est une source d'étonnements. Voir la misère, la vraie, marquée par les bidonvilles, les gosses cherchant dans les immondices de quoi vivre, et se retrouver avec des collègues qui se mobilisent sur des petites choses, ignorants et surtout indifférents de ce qui se passe alentour, me surprenait. Je me suis rendu compte combien certaines personnes pouvaient avoir un esprit étroit et combien leur imagination n'allait pas au-delà de 50 km de Lille. Je n'ai jamais pu m'intégrer à Lille, les seuls amis que je m'y suis faits étaient des « turbo profs » comme moi et quelques militants de la Ligue, expatriés à Lille et chez qui je logeais. Par contre, les contacts avec les étudiants, tant lillois qu'étrangers, et les luttes qu'ils menaient m'ont beaucoup apporté.

J'ai ensuite quitté Lille pour Amiens, plus proche de Paris. J'ai pris la responsabilité de la direction de l'UFR, monté un DEA sur le développement et puis, deux ou trois ans plus tard, j'ai été nommé à Paris, plus exactement à Paris 13, université que je retrouvais avec plaisir. J'avais en effet assuré le cours de première année pendant quatre ans avant de passer l'agrégation. C'était une université connue pour ses mobilisations, située en plein milieu de banlieues dites difficiles.

II – LA RECHERCHE : AMBIGUÏTÉS DANS LES EXPRESSIONS UTILISÉES ET NOUVELLES DIFFICULTÉS

1 – Les mots et leurs sens...

Quelques mots sur le développement avant de préciser mes thèmes de recherche et surtout les problèmes auxquels nous sommes confrontés en tant que chercheurs « engagés ». Les termes de « développé », « sous-développé », « en voie de développement » sont très fortement connotés. J'ai eu de nombreux débats avec des étudiants, des chercheurs latino-américains qui n'acceptaient pas que leur pays soit qualifié de « sous-développé », parce que cela avait un sens péjoratif et préféraient utiliser des expressions plus neutres comme « économies semi-industrialisées », « économies émergentes ». L'expression « sous-développé » n'est pas péjorative selon moi, mais si elle est ressentie comme telle, on peut utiliser des métaphores comme « émergent », « nouveau pays industriel », « semi-industrialisé », politiquement plus corrects peut-être mais qui ne permettent pas aussi facilement de souligner qu'il s'agit en fait d'un « autre » développement et d'insister ainsi sur les aspects qualitatifs de ce développement autre. Ce n'est pas nécessairement le fait qu'ils étaient ou non entièrement colonisés qui confère à ces économies cet aspect qualitatif. C'est parce que la diffusion des rapports marchands s'est faite dans un espace-temps très court, parfois imposé de l'extérieur, que ces économies ont acquis des aspects qualitatifs particuliers. Cela se traduit par exemple par ce que Gilberto MATHIAS qualifiait de salarisation incomplète. Le salaire est en effet à la fois un rapport de valeur, car il permet la reproduction du travailleur et de sa famille, et un rapport de faveur. Ces deux aspects coexistent dans les pays développés mais, dans les pays sous-développés, l'aspect « faveur » est beaucoup plus important et cela se traduit souvent par des emplois informels considérables, par des formes de domination où prévaut le couple autoritarisme-paternalisme. Les modalités d'expansion des rapports marchands sont différentes de pays à pays. Mais il n'en demeure pas moins que, par la diffusion extrêmement rapide des rapports marchands, les formes de soumission du travail acquièrent des spécificités qui traduisent la déstructuration-adaptation des anciens modes de gestion du travail.

2 – Le développement des économies semi-industrialisées : paradoxes associés au sujet

En ce qui concerne mes thèmes de recherche, centrés sur le développement des économies semi-industrialisées, je voudrais souligner deux points avant d'entrer dans les détails : le premier est l'intérêt du sujet et l'évolution dans la manière de l'aborder, différente aujourd'hui ; le second concerne la multiplication des informations, la sophistication de leur traitement et, comme corollaire, la pauvreté des raisonnements sous-jacents.

a – Intérêt et indifférence

Cet intérêt est certain et cela constitue un fait très positif ; regardez le succès rencontré par les DESS (aujourd'hui appelés Master 2) sur les organisations non

gouvernementales auprès des étudiants. Cependant, à la différence d'hier, on cherche aujourd'hui moins à comprendre le système dans sa globalité, à analyser le sous-développement de la Périphérie par rapport à l'expansion des économies du Centre, à étudier l'intervention de l'État et à comprendre son importance, à rechercher la spécificité des formations sociales, etc. Cela est probablement lié à une défiance croissante vis-à-vis des utopies mobilisatrices, défiance nourrie par de nombreux échecs, aussi reste-t-on plus « terre à terre ».

Aujourd'hui l'intérêt est plus pragmatique qu'hier : on cherche à résoudre ce qui ne va pas bien, à alléger des souffrances, et on cherche moins à révolutionner ce monde. Et c'est cette dimension d'absence d'utopie que je regrette. Il y a un intérêt certain pour les souffrances et ce point est positif, mais il y a peu de volonté de comprendre les origines de ces souffrances. L'exemple de l'aide au Tiers Monde est significatif. J'ai été marqué par la campagne de dons pour le Tiers Monde qui s'était développée à partir d'une initiative du Président REAGAN : d'un côté on diminuait fortement l'aide publique et de l'autre on développait la charité. Pensez à la chanson « *We are the World* ». Les États-Unis avaient très fortement réduit leur aide et lançaient en même temps une campagne télévisée du style Téléthon, faisant un large appel à la sensibilité. Les dons ont afflué mais, malgré la générosité des donateurs, une fois payés les frais de cette campagne, le montant récolté était tout à fait insignifiant par rapport à l'ampleur des coupes budgétaires effectuées dans les dépenses publiques destinées à l'aide au développement.

Non seulement les États-Unis consacrent aujourd'hui une aide très faible qui, rapportée au salaire moyen par habitant, est beaucoup moins conséquente que celle de la France ou des pays scandinaves, mais cette aide est concentrée sur très peu de pays (à l'époque c'étaient l'Égypte et Israël). Cela se traduit par des sommes ridicules pour la plupart des pays, à l'exception de l'« aide » militaire. C'était avoir la conscience tranquille à peu de frais en somme, on se donnait la main de par le monde, on chantait une belle chanson et, pendant ce temps, loin des projecteurs, les effets négatifs de cette réduction se faisaient ressentir. Il en est ainsi lorsqu'on ne cherche pas à identifier les causes globales à la misère et qu'on réduit son horizon à ce qui alimente votre sensibilité. Certes, ce n'est pas le cas de ceux qui vont travailler avec des ONG, dans des conditions souvent très difficiles, mais, dans une certaine mesure, cette philosophie d'allègement des souffrances individuelles, et le fait de ne pas chercher à comprendre ce qui les produit, porte en elle des limites analogues. Il y a à la fois une sublime indifférence de la part du citoyen moyen, surtout vis-à-vis de ce qui se passe actuellement, et en même temps un sentiment diffus de culpabilité, qui explique ces moments de générosité subite. Il y a donc à la fois de l'indifférence et de l'intérêt, et c'est un peu paradoxal.

b – Information riche et raisonnements pauvres

Une information plus riche et des raisonnements plus pauvres : c'est un second paradoxe. L'enrichissement, c'est le fait qu'aujourd'hui grâce aux ordinateurs nous avons des capacités de calcul absolument fantastiques, et non seulement en économie mais aussi en médecine et dans la plupart des disciplines. L'appauvrissement relatif vient de ce que les progrès ne sont pas issus le plus

souvent de nous-mêmes, de nos capacités à innover, de nouvelles manières de raisonner, mais de celles des machines de plus en plus performantes. C'est un peu comme si l'enrichissement freinait quelque peu nos capacités créatives. C'est un paradoxe. Hier, lorsque nous devions inverser une matrice, nous le faisons la plupart du temps à la main, c'était compliqué et long. Les tests économétriques étaient relativement simples mais longs à exécuter, aussi réfléchissait-on énormément avant de se lancer sur un modèle que l'on devait tester ensuite. On réfléchissait beaucoup à la méthodologie, à la fiabilité des données, parce qu'ensuite on devait passer beaucoup de temps à faire des calculs, les ordinateurs étant loin d'avoir la puissance qu'ils ont aujourd'hui.

Aujourd'hui les ordinateurs sont tellement puissants, et la miniaturisation si impressionnante, qu'il est possible de faire des calculs qu'on ne pouvait imaginer auparavant, et d'inventer des tests lourds en économétrie. Des nouveaux tests apparaissent chaque année, et très souvent les statisticiens n'arrivent pas à suivre ce rythme frénétique d'innovation. Sur l'analyse des crises financières, c'est particulièrement impressionnant : vous regroupez plusieurs pays sur plusieurs années ; vous mélangez tout ; vous ôtez la Suède ; vous ajoutez la Norvège ; vous changez l'année ; vous changez le test ; etc. Vous pouvez mettre dans la machine d'autres séries, sans avoir réfléchi sur la manière dont elles ont été construites, à leur significativité. Vous appuyez ensuite sur un bouton, il vous donne un résultat différent que vous pourrez à nouveau contester en ajoutant tel ou tel pays, en changeant la période, les séries et donc les variables, etc. Vous pouvez produire jusqu'à 100 articles comme cela, avec *grosso modo* le même modèle testé, appliqué aussi bien à la Tanzanie qu'au Brésil. Il y a aujourd'hui une prolifération de ce genre d'analyses. Et elles sont considérées comme de la « science »... Il y a ainsi aujourd'hui un enrichissement dans les capacités à traiter les données et, parallèlement, un appauvrissement dans la capacité à les interpréter. La seule question que se posent nombre d'économistes est de savoir s'ils ont la possibilité de tester, de changer le panel. La plupart des économistes ne raisonnent plus sur ce qu'est un chiffre. Les statisticiens de profession se posent pourtant ces questions : qu'est-ce qu'un chiffre ? Comment a-t-il été construit ? Que signifie-t-il ? Est-ce que, par exemple, je peux dire que le taux de chômage au Brésil n'est pas très élevé, sans m'interroger sur ce qu'est le chômage dans un pays où pour beaucoup de travailleurs, et plus particulièrement pour ceux qui ne sont peu ou pas qualifiés, il n'existe pas d'allocations ? Les plus pauvres ne peuvent pas être chômeurs en effet, ils sont dans le secteur informel, ils font n'importe quoi, ils ont juste des activités de survie, même s'ils perçoivent aujourd'hui la bourse famille. Au Brésil, les chômeurs sont surtout des techniciens et des techniciens supérieurs, car ce sont eux qui sont capables de pouvoir rester sans emploi pendant quelques mois. Ne pas s'interroger sur les chiffres, sur leur construction, sur leur signification, les considérer comme des données neutres, avec le même sens quel que soit le pays, conduit à des erreurs d'interprétation profondes. Trop souvent, les économistes ne se posent plus de questions de fond, ou si peu, sur la méthodologie, les concepts, ce qu'est un concept, comment on le construit. L'économie est devenue une boîte à outils. Regardez notamment comment sont traitées les périodes. Logiquement, les régimes de croissance devraient être distingués. Certains pays connaissent un régime de croissance pendant une vingtaine d'années, puis le régime change, souvent à l'occasion d'une crise : la croissance, alors tirée par

l'essor des revenus des couches sociales moyennes, devient tirée par les exportations, ou bien grâce à une intervention substantielle de l'État, ou bien encore par l'essor des revenus des couches sociales aux revenus modestes. Tous les pays ne connaissent pas le même régime de croissance au même moment, et il est d'ailleurs possible de traiter la question économétriquement, par périodes distinctes. Mais, la plupart du temps, on mélange cinquante pays sur une période longue donnée, chaque pays différant plus ou moins des autres au niveau de son régime de croissance – et chacun ayant connu un ou deux régimes de croissance différents sur la période –, et on cherche à savoir si le libre-échange favorise la croissance par exemple. La puissance des machines permet des facilités qui coûtent cher. Les bonnes questions devraient être d'abord de distinguer selon les régimes de croissance et, ensuite, s'agissant de l'influence des exportations sur la croissance, de s'intéresser à la nature des produits exportés³, aux modalités de cet essor⁴; à partir de là, on peut analyser l'influence des exportations sur la croissance et de la croissance sur les exportations. Or, ce qu'on observe dans la plupart des articles ou des textes est plutôt l'inverse. Malgré l'enrichissement de nos moyens informatiques permettant de penser de manière différente, d'innover, on simplifie à outrance et, derrière l'abus de tests, se profilent de « vieilles rengaines » comme les effets supposés positifs du libre-échange. L'économie se met de plus en plus au service de dogmes. Et mes propos sur le libre-échange pourraient être appliqués à de nombreux autres exemples, comme la relation « plus de marché-plus de croissance-moins de pauvreté ». Il faut des désastres comme en Argentine, des mobilisations comme à Seattle, pour que les institutions internationales soient contraintes d'évoluer et de nuancer leurs certitudes d'hier.

3 – Un groupe de recherche novateur dans ses rapports au « *mainstream* »

Étant peu nombreux au début à mener une bataille théorique sur les problèmes du développement en Amérique latine, nous avons regroupé nos forces. J'ai fondé avec quelques amis le Groupe de recherche sur l'État, l'internationalisation des techniques et le développement (GREITD). Le GREITD a été dès le début un groupe de recherche pluridisciplinaire, maniant la polémique en son propre sein avec vivacité et intelligence. Il a rapidement attiré de nombreux intellectuels et a été une structure d'accueil pour de nombreux latino-américains, doctorants à Paris. C'est ainsi que petit à petit s'est renforcé notre réseau en Amérique latine, et très vite nous avons organisé, en France mais aussi en Colombie, au Brésil, au Mexique et en Argentine, des colloques internationaux sur des sujets d'actualité comme par exemple les politiques d'ajustement structurel. J'ai dirigé ce groupe plus de dix ans, seul au début puis aidé par un secrétariat, et Bruno LAUTIER m'a succédé ensuite. Le groupe s'était transformé progressivement, l'Amérique latine ne constituant plus le thème unique de nos recherches, le besoin de reconnaissance académique se faisait davantage sentir, surtout pour

3 - L'essor des produits manufacturés simples n'a pas le même effet que la montée en puissance des produits plus sophistiqués.

4 - S'agit-il d'usines d'assemblages ou y a-t-il au contraire une impulsion de la part de l'État, une politique industrielle pour inciter une intégration en amont et en aval ?

les jeunes doctorants français qui en faisaient partie. Animés par une approche quelque peu militante mais pour autant scientifique, pratiquant la multidisciplinarité, allant sur le terrain, combien de fois n'avons-nous pas été « en avance » sur les contingents d'économistes des institutions internationales ? Nous étions comme des petits soldats portés par les problèmes du Tiers Monde à l'assaut des armées d'économistes du « *mainstream* ». Petits soldats hétérodoxes face aux grandes armées orthodoxes, nous critiquions leurs manières de raisonner et propositions des analyses alternatives.

Ce serait une erreur de considérer que ces institutions n'apportent rien scientifiquement, sinon de l'idéologie. La lecture de leurs productions est utile, non seulement au niveau de l'information, du traitement des données, mais aussi des analyses. Elle est aussi utile parce qu'elle inspire plus ou moins fortement nombre de gouvernements des pays du Tiers Monde. Il y a donc beaucoup à apprendre de leurs travaux et la pire des attitudes serait de rejeter l'ensemble de leur production au prétexte qu'elle serait marquée par le sceau du « *mainstream* ». Telle n'est pas mon attitude et, paradoxalement, je pourrais me plaindre de consacrer trop de temps à aller sur leurs sites, à lire leurs travaux, au lieu de consacrer davantage de temps à lire et relire des auteurs qui m'ont beaucoup marqué, formé, comme les cambridgiens, les cépaliens, les marxistes et les post-keynésiens. À suivre le rythme de leurs productions, on en vient à consacrer insuffisamment de temps à ses propres méthodologies ! Ce serait une erreur de les ignorer, non seulement en raison de leurs apports, mais aussi parce que si on veut les critiquer, analyser les ressorts de politiques gouvernementales aux effets néfastes pour la majeure partie de la population, mieux vaut les connaître. Bien sûr, on est en droit de se poser la question : pourquoi des gens intelligents en arrivent-ils à dire des truismes, des sophismes, à bâtir des raisonnements faibles malgré leurs apparences scientifiques, par l'usage et l'abus de modèles sophistiqués ? L'économie est une science molle. Les économistes de ces institutions, à la différence de nombre d'intellectuels, ont à défendre leurs revenus, souvent plus élevés que ceux des universitaires. La première chose à laquelle nombre d'entre eux pensent lorsqu'ils obtiennent un contrat, est d'obtenir ensuite un autre contrat. Ils doivent donc deviner « ce que pense le Prince », ce qui lui convient, ce qui justifie, légitime la politique qu'il mène. Ils doivent fournir les éléments d'analyse pour que l'homme politique puisse affirmer qu'il n'y a pas « d'autre chemin possible ». Ils participent ainsi de cette bureaucratisation de la pensée. Ils produisent la pensée unique et, lorsque celle-ci est menacée par des critiques externes, dont la force provient souvent des effets sociaux désastreux des politiques en question et des mobilisations qu'ils suscitent, ils doivent légitimer de nouveau l'argumentation, quitte à l'infléchir, voire à changer de position tout en essayant de montrer qu'ils n'en changent pas. Certes, il faut nuancer, cela ne concerne pas la totalité de ces économistes, loin s'en faut. Il y a des gradations dans la pensée unique, des nuances développées par les uns et rejetées par d'autres, mais la plupart du temps ces discussions se tiennent entre certaines limites. De même doit-on nuancer entre le cynique qui sait qu'il vend son âme et celui qui est « aliéné » par les enseignements suivis dans les universités les plus orthodoxes des États-Unis, et donc sincère.

La discussion sur les effets d'une modification de la distribution des revenus pour réduire la pauvreté et relancer la croissance le montre. Hier, les institutions

internationales, Banque mondiale en tête, militaient contre ce type de politiques les qualifiant de populistes, mettant en avant que « l'enfer était pavé de bonnes intentions » et que vouloir alléger la pauvreté de cette manière l'aggraverait. Je me souviens d'un DORNBUSH (DORNBUSH et EDWARDS, 1991) écrivant ce genre de platitudes avec morgue et, heureusement, je me souviens aussi d'un HIRSCHMAN (1991) démontrant exactement le contraire, mais il est vrai celui-ci ne travaillait pas pour ces institutions... On disait « *growth is good for the poor* ». Mais la croissance n'est pas le résultat du seul libéralisme. Moins d'inégalités peuvent aussi contribuer à plus de croissance et surtout à moins de pauvreté. Aujourd'hui, devant d'une part les méfaits de ces politiques et la difficulté à alléger la pauvreté dans de nombreux pays, et d'autre part la sensibilisation, la mobilisation devant tant de cynisme et l'espoir qu'une autre manière de penser la globalisation est possible, il est enfin admis qu'une meilleure distribution des revenus peut contribuer à atteindre l'objectif fixé d'alléger la pauvreté... mais d'autocritique, point !

4 – Survol de mes thèmes de recherche

a – Les régimes de croissance « excluants »

Théorie et empirisme, l'un nourrissant l'autre et, en retour, la questionnant. C'est ainsi que j'ai pu éviter le côté un peu mécanique des thèses stagnationnistes, en insistant sur l'aspect évolutif des contradictions produites par cette tendance. L'approche de K. MARX à propos des crises m'a été très utile. Et j'ai pu théoriser à propos de l'émergence d'un « régime de croissance excluant » reposant sur l'essor des couches sociales moyennes, comme issue à la crise du régime de croissance précédent. Je me souviens avoir nommé ce régime de croissance celui de la « troisième demande », celle des couches moyennes, et le terme a eu un certain succès à l'époque. J'avais surtout montré que leur essor passait par l'instauration de régimes politiques à légitimité restreinte, c'est-à-dire des dictatures, pouvant imposer une répression salariale des ouvriers. À l'époque, les ouvriers, à la différence des cadres et d'une manière générale, des couches moyennes, ne constituaient qu'un coût, et non une demande, pour les industries potentiellement dynamiques de biens de consommation durables, compte tenu des profondes inégalités de revenu – ce qui favorisait l'essor de ces couches moyennes à un niveau significatif. Dès lors, l'offre de biens de consommation durables pouvait être suffisamment valorisée, en raison à la fois de la réduction des salaires des ouvriers et de l'augmentation de la demande pour ces produits provenant des couches moyennes. L'essor de ce secteur nourrissait alors la consolidation de celles-ci dans la formation sociale. Je m'étais inspiré de l'analyse des travailleurs indirectement productifs faite par K. MARX dans le livre II du *Capital* et de son approche en termes de cycle du capital productif.

b – L'État en Amérique latine

Avec Gilberto MATHIAS, nous avons recherché les causes de l'ampleur et de la spécificité de l'intervention de l'État dans les économies semi-industrialisées en nous référant aux travaux de certains courants marxistes de l'école de Francfort dits de la « dérivation » (SALAMA et MATHIAS, 1984). L'État, abstraction réelle, est

déduit de la chaîne logique des catégories marxistes : marchandise-valeur-argent-capital. Dit autrement, selon cette approche, la catégorie capital par exemple ne peut se comprendre sans la catégorie qui la suit, de même l'État capitaliste est abordé en se référant aux catégories qui le précède. Enfin, comme le prix est la forme d'existence de la valeur, le régime politique est la forme de manifestation de l'État. Notre apport a été d'appliquer cette approche au contexte latino-américain. Au lieu de « déduire » la nature de classe de l'État en Amérique latine de la catégorie capital qui faisait défaut, précisément parce que l'hypothèse de MARX de la généralisation des marchandises ne pouvait être retenue dès lors qu'on voulait analyser la genèse du sous-développement, nous avons cherché à la déduire de l'insertion de leurs économies dans « l'économie mondiale constituée » telle qu'elle a émergé à la fin du 19^e siècle. C'est approche nous a permis d'expliquer pourquoi l'État pouvait favoriser le développement des rapports marchands et capitalistes alors même que la classe qu'il était censé représenter n'existait que très faiblement. Ainsi, sans recourir à la conceptualisation de capitalisme d'État un peu en vogue à l'époque, pouvions-nous comprendre que l'État puisse enfanter la classe qu'il était censé représenter. Nous pouvions aussi définir certaines lois tant au niveau de l'abstraction de l'État qu'au niveau de sa forme d'existence, le régime politique. Et nous pouvions montrer alors les limites de l'intervention de l'État, en allant au-delà de l'opposition virtuelle entre sa fonction d'accumulation et sa fonction de légitimation telle que l'avait développée James O'CONNOR (1973). L'inspiration cette fois venait de la lecture approfondie de *Raison et légitimité* de Jurgen HABERMAS (1978) et de *1905* de Léon TROTSKI (1969). Mais, comme je l'ai souligné, ma recherche se nourrissait de cette approche méthodologique et en retour l'interrogeait, remettait en question certains des concepts. Cette recherche sur l'État a été pour moi très riche, très difficile et je ne regrette qu'une chose, c'est de m'en être écarté jusqu'à récemment pour diverses raisons :

- le marxisme était de moins en moins à la mode, les concepts que j'utilisais de moins en moins compris, d'où cette impression de ne pas me faire entendre, tout au moins en France ;
- certains aspects fonctionnalistes de mon approche que je ne parvenais pas à dépasser m'étaient reprochés ;
- une difficulté à faire le pont entre ce qui est du domaine de la déduction (« dérivation » disait-on) logique et ce qui est du domaine de l'Histoire réelle.

J'ai repris cette recherche, timidement il est vrai, dans mon dernier livre, *Le défi des inégalités* (SALAMA, 2007). Il s'agissait, en évitant le recours à des concepts pouvant paraître un peu abscons, de comprendre les limites d'un État minimum, favorisant l'essor de la financiarisation et structurant ses dépenses à la fois dans le service de la dette interne, dans une hausse encore timide mais réelle des dépenses sociales, et dans une quasi-disparition de son intervention directe dans l'économie.

c – Richesse et pauvreté

Ces derniers temps, je travaille plus particulièrement sur les effets de l'essor de la finance sur la croissance, la distribution des revenus, la pauvreté à partir d'une analyse comparative, non seulement entre économies latino-américaines,

mais surtout entre celles-ci et les principales économies asiatiques. Ces dernières vivent différemment la globalisation commerciale et la mondialisation financière. Ce qui m'intéresse est de comprendre pourquoi. Ce faisant je cherche à mettre à nu les mécanismes économiques qui conduisent les économies latino-américaines à avoir un faible taux croissance. Une faible croissance se traduit par une probabilité très faible d'accroître la mobilité sociale, et donc par des difficultés accrues de diminuer de manière significative la pauvreté. Mon approche de la pauvreté n'est pas indépendante d'une recherche sur les causes de l'enrichissement d'une fraction très faible de la population. J'essaie donc de marcher sur deux jambes en analysant richesse et pauvreté dans leurs relations intimes, ce qui malheureusement n'est pas très fréquent chez les économistes, à l'exception cependant de quelques-uns comme Marcio POCHMANN au Brésil. La plupart des économistes analysent la pauvreté indépendamment de la formation de la richesse. Plus précisément, ils tiennent certes compte de la distribution personnelle des revenus du travail, mais plus difficilement de l'ensemble des revenus dont ceux d'origine financière et donc, dans une certaine mesure, de la richesse. Cette distribution des revenus et son évolution vers plus ou moins d'inégalités, avec le taux de croissance, constituent certaines des causes de l'évolution de la pauvreté. Pour autant leurs approches n'analysent pas la formation de la richesse dans ses rapports à la pauvreté. Il est seulement observé que plus d'inégalités sont un facteur aggravant la pauvreté. De multiples scénarios combinent taux de croissance et réduction des inégalités afin de réduire la pauvreté, en dix ans, d'un montant donné. Cela étant, c'est un progrès. Car on admet enfin que toucher aux inégalités peut être favorable à une réduction de la pauvreté, alors qu'hier les organisations internationales mobilisaient leurs fonctionnaires pour démontrer qu'on ne devait pas « déshabiller Pierre pour habiller Paul », que toucher à la distribution des revenus provoquait des effets pervers, et qu'enfin une telle politique ne pouvait être défendue car elle était la manifestation d'un populisme condamnable. Alors oui, il y a progrès, nous ne sommes plus voués aux gémonies lorsque nous évoquons la nécessité de réduire les inégalités. Mais la formation de la richesse n'est toujours pas analysée dans son rapport à la pauvreté : une richesse trop concentrée est un frein à l'allègement de la pauvreté et une croissance davantage soutenue est alors nécessaire, sans plus.

Les inégalités sociales ne sont pas comparables en Asie à celles qui existent en Amérique latine, encore qu'en Chine elles aient considérablement augmenté, passant d'un indice de GINI de 0,28 au début des années 1980 à 0,45 en 2002. Le premier est très faible, le deuxième est déjà élevé. Les pays européens se situent entre 0,32 et 0,35, les États-Unis à 0,37 et le Brésil autour de 0,60 avec une légère tendance à la baisse. Le Brésil est, avec l'Afrique du Sud, l'un des pays les plus inégaux au monde, quels que soient les indicateurs utilisés. Il y a vingt ans, on qualifiait « d'*apartheid* social » le processus d'exclusion brésilien. Ce qui m'intéresse donc c'est d'expliquer l'évolution des inégalités, comment celles-ci conditionnent la croissance et la produisent. Pour comprendre ces mécanismes, on ne peut se limiter à un indicateur comme celui de GINI : celui-ci révèle une réduction légère des inégalités au Brésil ces dernières années, alors qu'en fait une bipolarisation des revenus émerge. Plus précisément, on observe une déformation de la courbe de LORENTZ : 2 à 3 % des couches sociales les plus riches le sont davantage que par le passé, grâce à l'essor des gains procurés par le poids croissant de la

finance, et 30 % de la population, les plus pauvres, connaissent une amélioration légère de leur situation en termes absolus et relatifs, ce qui est en partie dû à la politique d'assistance observée dans la plupart des grands pays en Amérique latine. Les couches moyennes, et plus particulièrement les deux tiers d'entre elles, connaissent une détérioration relative, parfois absolue, de leurs revenus. La stabilité, voire le léger déclin, d'un indicateur comme celui de GINI peut donc cacher des mouvements profonds qu'il faut analyser, car ils sont à l'origine d'une incapacité pour ces pays à connaître sur longue période un taux de croissance élevé, et donc une mobilité sociale forte. Ces évolutions de la formation sociale sont importantes aujourd'hui en Amérique latine. Elles sont une caricature de ce que l'on observe aux États-Unis et en Europe. Elles rappellent, comme le souligne KRUGMAN, la société qu'analysait Scott FITZGERALD aux États-Unis au début du 20^e siècle lorsqu'il décrivait le mode de vie des 2 à 3 % les plus riches de la population et le faible poids des couches moyennes. Il me semble que l'on ne peut comprendre ces profondes évolutions que si l'on tient compte du poids croissant de la finance. Celle-ci a des effets indirects à la fois sur l'ampleur absolue et relative des profits industriels, et sur les modes de gestion de la force de travail. Dans les années 1990, la finance prend en effet un visage nouveau en Amérique latine : la part des salaires baisse dans la valeur ajoutée des entreprises non-financières. La part des impôts augmente légèrement au Brésil, et la part des profits croît. Les profits servent à payer des dividendes, à financer le service de la dette de ces entreprises et, enfin, fournit les fonds nécessaires à l'autofinancement. Les deux premières destinations constituent les profits financiers ; la dernière, le profit industriel. Que se passe-t-il avec le poids croissant de la finance ? La part des profits financiers s'étant fortement accrue, les profits industriels pour se maintenir en termes relatifs dans la valeur ajoutée ne pouvaient donc que croître dans la valeur ajoutée, au détriment de la part des salaires. Dès lors, on est en présence de très fortes contraintes, de spécificités que l'on n'observe pas nécessairement en Asie :

- les salaires décrochent de l'évolution de la productivité ;
- l'amélioration de la productivité est obtenue surtout à grâce à des modes différents de gestion du travail et en partie au moyen d'équipements modernes ;
- la précarité et la flexibilité s'accroissent ;
- la part des profits industriels reste trop faible pour financer une forte croissance ;
- le recours au crédit est trop onéreux, à la différence de ce que l'on observe dans les pays asiatiques, et le crédit sert surtout à financer les salaires, les *inputs*, bref le capital circulant et peu le capital fixe.

Il faut cependant se garder d'avoir une approche unilatérale des effets de la finance et de n'y voir que des aspects négatifs, même si ceux-ci semblent prédominer en Amérique latine. Nous avons signalé qu'en Asie, soumise également à la globalisation financière, la finance aide à la croissance et, pour des raisons différentes, nous pourrions ajouter qu'aux États-Unis elle n'a pas constitué non plus un obstacle dirimant. Comme Janus, la finance a deux faces : un côté vertueux lorsqu'elle facilite l'accumulation, un côté parasitaire lorsqu'elle se fait à son détriment. Ces deux faces coexistent, l'une l'emportant sur l'autre et *vice versa* selon les périodes, l'environnement macroéconomique (distributions des revenus, types d'insertion dans l'économie monde, rapports avec les économies

développées et les marchés financiers internationaux). Au Brésil, la face parasitaire de Janus l'emporte sur la face vertueuse. Les banques préfèrent ainsi financer les titres de la dette interne publique très lucratifs, et l'État produit sa propre dette interne grâce aux taux d'intérêt réel faramineux qu'il verse, le service de l'État devenant le premier poste du budget. Les entreprises investissent en faisant surtout appel à leurs fonds propres et recourent peu au crédit, trop cher, à l'exception des plus grandes d'entre elles qui ont accès aux marchés financiers internationaux. À l'exception des entreprises petites, elles obtiennent parfois des crédits bonifiés octroyés par les banques *via* la Banque nationale de développement économique et social (BNDES) ⁵ surtout lorsqu'elles investissent dans certains secteurs ciblés (agriculture d'exportation par exemple). Les entreprises empruntent donc surtout pour financer l'achat de leurs *inputs* et le paiement des salaires, et cela leur coûte fort cher et ampute de plus en plus la part des profits destinée au réinvestissement. La financiarisation agit donc de deux manières : la première, plus connue, consiste à préférer l'achat d'actifs financiers, plus lucratifs que l'investissement dans le secteur productif ; la seconde, moins connue, traduit la pression croissante du financier sur les profits des entreprises non-financières (charges de leur dette, paiement des dividendes, etc.) au détriment des profits qui serviront à l'autofinancement. Le taux d'investissement reste donc faible, non pas parce que la valorisation du capital industriel est faible, mais parce qu'elle est souvent en deçà de ce que rapportent les investissements en portefeuilles et, surtout, parce que « l'appétit de la finance » se fait au détriment des possibilités de financement. Il en découle une réelle difficulté à obtenir un taux de croissance soutenu et régulier sur une longue période, tant que :

- la finance ne sera pas davantage « régulée » grâce à une nouvelle « euthanasie des rentiers » comme le disait KEYNES ;
- l'État continuera à pratiquer une politique d'absence industrielle et refusera de « manipuler » les taux de change et d'intérêt dans le but de favoriser la croissance ;
- et tant qu'il n'y aura pas une redistribution des revenus par voie fiscale.

Les quelques pays qui parviennent à obtenir de forts taux de croissance, comme l'Argentine par exemple depuis quelques années, sont intéressants à analyser. On peut penser, mais c'est encore une hypothèse de travail, que la crise profonde que ce pays a connu, et dont le coût social a été extrêmement élevé, a permis de resituer la finance en la marginalisant relativement et en créant, grâce à la très forte dévaluation et au maintien du taux de change à un niveau peu apprécié, des espaces nouveaux de valorisation du capital. Ces espaces engendrent un cercle vertueux grâce aux emplois créés et à la hausse consécutive de la demande effective.

5 – Enfin mon *hobby* : l'analyse économique de la drogue et de la violence

Sans abandonner le thème de recherche centré sur la pauvreté, la richesse et la croissance, tous les trois ou quatre ans, je reviens sur un « *hobby* » : l'étude de la drogue et de la violence dans les économies émergentes, *hobby* que je délaisse

5 - Banque d'État finançant des projets économiques.

lorsque je bute sur des difficultés qui me paraissent insurmontables ; puis ces difficultés m'apparaissent sous un autre angle et je reprends mes recherches. Michel SCHIRRAY, Jean CARTIER BRESSON et moi-même avons ainsi publié plusieurs numéros et dossiers sur la drogue mais aussi sur les violences dans la *Revue Tiers Monde*. La violence est liée au trafic de drogue. C'est donc tout naturellement que je suis passé de l'un à l'autre. Mais on ne peut comprendre cette violence, et surtout son explosion, si on ne l'inscrit pas dans son histoire. L'État, affaibli considérablement par la crise des années 1980, pris dans la contrainte néolibérale des années 1990, réduit ses fonctions (transport, éducation, santé, etc.) et laisse le marché produire des inégalités nouvelles. Nous l'avons évoqué. Une éducation insuffisante, une urbanisation non maîtrisée (transports et logements insuffisants), une augmentation des emplois informels, une inégalité accentuée entre différentes couches sociales de la population mais aussi entre pauvres, peut conduire à un essor d'activités informelles de stricte survie et, plus largement, d'activités criminelles liées souvent au trafic de drogue. Et provoquer ce faisant une augmentation des homicides. D'une manière plus générale, en réduisant son rôle au profit de celui du marché, l'État contrôle moins la Nation, le territoire devient poreux. Et, dans ces poches – quartiers dans des villes, régions dans des provinces –, des guérillas dans certains pays, des mafias dans d'autres pays ou dans certains quartiers, liées très souvent aux trafics de drogues, aux jeux interdits, voire aux enlèvements, exercent alors un pouvoir *de facto* et laissent la porte ouverte au déchaînement de la violence. La violence devient alors la seule manière de régler les conflits et aussi le moyen privilégié d'acquérir des rentes, c'est-à-dire de s'enrichir lorsque le travail fait défaut ou est moins protégé. Des pouvoirs parallèles se développent ainsi, liés souvent aux trafics de drogues, aux jeux interdits. Ces pouvoirs, parce qu'ils ne sont pas *de jure* mais *de facto*, sont générateurs de violence extrême.



Je crois que ce qui se passe dans le Tiers Monde aujourd'hui nous ouvre des chantiers gigantesques. C'est une chance pour le chercheur, beaucoup moins pour ceux qui vivent ces bouleversements. Mais, pour comprendre le monde, ne faut-il pas penser aussi à le changer ?

BIBLIOGRAPHIE

DORNBUSH R., EDWARD S. (dir.), 1991, *The Macroeconomics of Populism in Latin America*, Chicago, University of Chicago Press.

HABERMAS J., 1978, *Raison et légitimité*, Paris, Payot.

HIRSCHMAN A.O., 1991, *Deux siècles de rhétorique réactionnaire*, Paris, Fayard.

FURTADO C., 1966, *Développement et sous développement*, Paris, Publications de l'ISMEA, PUF.

MARX K., *Le Capital*, Paris, Éditions sociales.

O'CONNOR J., 1973, *The Fiscal Crisis of the State*, London, St Martin Press.

ROBINSON J., 1966, *The Accumulation of Capital*, London, Mac Millan.

SALAMA P., VALIER J., 1973, *Une introduction à l'économie politique*, F. Maspero. Traduit en espagnol (Era et Fontamara), en portugais (Livros Horizonte et Civilizacao Brasileira), en italien (Jaca Book), en persan, en turc et en grec.

SALAMA P., MATHIAS G., 1984, *L'État surdéveloppé, des métropoles au Tiers Monde*, Paris, La Découverte-Maspero. Traduit en portugais (ed. Brasiliense) et en espagnol (ed. Era).

SALAMA P., 2007, *Le défi des inégalités, une comparaison économique Amérique latine/Asie*, Paris, La Découverte.

TROTSKI L., 1969, *1905 : Bilan et perspectives*, Paris, Editions de Minuit.